



SAPEURS POMPIERS
DE LA MOSELLE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA MOSELLE

Sous-direction finances et affaires juridiques
3 rue de Bort les Orgues
BP 50083
Saint-Julien les Metz
57072 METZ Cedex 03

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Matériels de sport pour épreuve de parcours professionnel adapté

Date et heure limites de réception des offres :

14 mai 2024 à 15h00

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture de matériels de sport pour épreuve de parcours professionnel adapté.

Le matériel sera fourni avec chariot de rangement mobile et sécurisé, et pièces de rechange.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : Articles et équipements de sport (37400000-2).

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 60 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

La durée de la période initiale du contrat est d'un an à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit trois fois un an.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur les ressources propres du SDIS de la Moselle.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC),
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- le cahier des clauses particulières (CCP),
- le bordereau des prix unitaires,
- la déclaration sur l'honneur valant acte de candidature.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.marches-publics.info>. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, à défaut, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre. Les offres sont exprimées en EURO.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-après.

1) Pièce de la candidature

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- la déclaration sur l'honneur renseignée valant acte de candidature (document joint au dossier de consultation des entreprises).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

2) Pièces de l'offre

- l'acte d'engagement et, le cas échéant, son ou ses annexe(s),
- le cahier des clauses particulières (CCP),
- le bordereau des prix unitaires (BPU),
- un mémoire technique mentionnant les informations permettant de juger sur le plan technique les matériels et articles proposés. Les fiches techniques des matériels et articles sont jointes au mémoire technique. Le mémoire précise également les informations permettant de juger l'offre du candidat sur le critère de la performance environnementale.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

3) Echantillons

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats pourront être amenés à fournir à titre d'échantillon, après dépôt de leur offre et sur demande du SDIS de la Moselle, un exemplaire de chaque article.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Conformément à l'article R.2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur analysera uniquement la candidature de la société dont l'offre est pressentie pour l'attribution du marché public.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60 %
2-Valeur technique	35 %
3-Eco-responsabilité (le candidat précisera sa politique et ses actions en la matière)	5 %

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. Le périmètre de négociation est fixé de telle sorte que soit privilégiée la solution permettant une meilleure exécution des prestations, au meilleur coût. Cette négociation pourra ne pas être mise en œuvre si une ou plusieurs offres satisfont aux exigences du pouvoir adjudicateur, en termes de coût et de niveau de réalisation des prestations. Le champ du négociable peut en conséquence varier, d'un candidat à l'autre.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, par l'intermédiaire du profil d'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.info>.

Une réponse leur sera alors adressée 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, à toutes les entreprises ayant téléchargé après identification.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

9 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG

Téléphone : 03 88 21 23 23

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du tribunal administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG

Téléphone : 03 88 21 23 23

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

A Saint-Julien Les Metz, le 11 avril 2024

Pour le président du conseil d'administration
du SDIS de la Moselle et par délégation,

Agnès GAY

Cheffe de la sous-direction finances et affaires juridiques
par intérim



Transmission électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Par la suite, seule la signature électronique du contrat par l'attributaire sera exigée. Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.info. La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb, ...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Traitement de texte (.doc, .rtf), Tableur (.xls), Diaporama (.ppt), Format Acrobat «pdf», Images (.jpg, .gif, .png), dossiers compressés (.zip, les pièces contenues dans le fichier compressé doivent être signées individuellement).

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Compte AWS-Entreprises (services fournis gratuitement au candidat)

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres, ...). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.